

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 96 — 1846

**24 JUIN 1996. — Décret relatif au programme d'urgence
pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental
et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Article 1er. Le présent décret règle l'intervention de la Communauté française en matière d'investissements immobiliers dans le cadre d'un programme d'urgence en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécial et de l'enseignement secondaire ordinaire et spécial qu'elle organise ou subventionne.

Art. 2. Les travaux qui répondent aux normes physiques et financières édictées en vertu du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française sont seuls pris en compte pour l'intervention de la Communauté française.

Art. 3. Le Gouvernement fait annuellement rapport au Conseil de la Communauté française avant le 31 mars sur l'utilisation au cours de l'exercice écoulé des moyens budgétaires affectés au programme d'urgence.

CHAPITRE II. — *Du programme d'urgence*

Art. 4. Le programme d'urgence a pour objectifs :

1° de remédier aux situations qui, sans justifier l'application de l'article 24, § 2, 6e alinéa, de la loi du 29 mai 1959, sont préoccupantes du point de vue de la sécurité et/ou l'hygiène et nécessitent une réaction rapide en raison de la dégradation, de la vétusté ou de l'inadaptation des infrastructures;

2° de rencontrer en priorité les besoins spécifiques des établissements scolaires qui accueillent des élèves cumulant des handicaps socio-culturels;

3° d'aider prioritairement les établissements scolaires qui au sein de leur réseau souffrent manifestement du manque de moyens financiers de leur pouvoir organisateur.

Art. 5. Chaque année, le Gouvernement dresse une liste d'établissements scolaires éligibles au programme d'urgence sur la base des critères tels que définis à l'article 6.

CHAPITRE III. — *Des critères d'accès au programme d'urgence*

Art. 6. Les critères d'accès au programme d'urgence sont fixés par le Gouvernement sur propositions du Conseil général de l'enseignement secondaire, du Conseil général de l'enseignement fondamental et du Conseil supérieur de l'enseignement spécial, chacun pour ce qui le concerne, établies avec la Commission des experts créée en vertu de l'arrêté du Gouvernement du 8 janvier 1993 pris en exécution du décret du 5 février 1990 précité.

Un pouvoir organisateur ou une société publique d'administration des bâtiments scolaires ne peut recourir à l'intervention financière du programme d'urgence que pour un bien immobilier dont il est propriétaire ou sur lequel il a un droit réel lui garantissant la jouissance du bien pendant trente ans au moins et pour des travaux répondant aux conditions de subventionnement du Fonds des bâtiments scolaires auquel il émerge.

CHAPITRE IV. — *Des moyens financiers*

Art. 7. Le Gouvernement affecte le montant global des crédits du programme d'urgence sur les exercices budgétaires 1996, 1997 et 1998.

Ces crédits sont inscrits dans un programme spécifique du budget de la Communauté française.

CHAPITRE V. — *De l'intervention financière*

Art. 8. L'intervention financière de la Communauté française à charge du programme d'urgence est fixée à :

1° 70 p.c. du montant de l'investissement dans les établissements scolaires de l'enseignement fondamental;

2° 60 p.c. du montant de l'investissement dans les établissements scolaires de l'enseignement secondaire.

Le solde du montant des travaux est à charge du pouvoir organisateur ou de la société publique d'administration des bâtiments scolaires et prélevé par priorité sur le(s) fonds des bâtiments scolaires dont il relève.

Le montant de l'intervention financière telle que définie à l'alinéa 1^{er} peut être limité par établissement scolaire. Dans ce cas, ce montant est identique pour tous les établissements.

Session 1995-1996

*Documents du Conseil. - N° 87 - n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Erratum; n° 3 à 9 et 11 : Amendements; n° 10 : Rapport.
Compte rendu intégral. - Discussion et adoption : séance du 18 juin 1996.*

CHAPITRE VI. — *Des procédures*

Art. 9. Le Gouvernement crée une commission communautaire inter-caractère dénommée ci-après la commission.

La commission a pour missions :

- 1° de répartir les moyens financiers du programme d'urgence conformément aux dispositions faisant l'objet des chapitres I à V du présent décret;
- 2° de veiller à la bonne fin des dossiers auprès des services gérant les Fonds des bâtiments scolaires dont ils relèvent;
- 3° de rendre des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement, sur toute question relative au contenu et à la réalisation du programme d'urgence.

Art. 10. § 1er. La commission est composée de douze membres nommés par le Gouvernement. Leur mandat est gratuit et d'une durée de trois ans.

Elle comprend :

- 1° six membres représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement confessionnel;
- 2° six membres représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement non confessionnel.

§ 2. La commission choisit en son sein un président et un vice-président.

Les mandats de président et de vice-président sont attribués à tour de rôle à un des groupes visés au § 1er ci-dessus, pour une période de dix-huit mois non renouvelable.

§ 3. Il est constitué au sein de la commission un bureau permanent chargé d'assurer la préparation et le suivi des dossiers.

Le bureau permanent est composé du président, du vice-président et de deux membres choisis de façon telle que chacun des groupes visés au § 1er ci-dessus, soit représenté par deux membres.

§ 4. La commission arrête son règlement d'ordre intérieur qui fixe notamment la périodicité des réunions, et le montant des frais de déplacement et des indemnités de séjour de ses membres.

Ces frais sont à charge du budget du ministère qui a la gestion de l'enseignement dans ses attributions.

Ce règlement est approuvé par le Gouvernement de la Communauté française.

§ 5. Le Gouvernement peut, afin d'assurer le secrétariat de la commission, mettre à la disposition de celle-ci des agents de ses services ainsi que du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires.

Art. 11. La gestion des dossiers relevant du programme d'urgence est assurée par les services gérant les bâtiments scolaires dont relève le pouvoir organisateur ou la société publique d'administration des bâtiments scolaires concernée.

CHAPITRE VII. — *Du contrôle et de la surveillance*

Art. 12. § 1er. La commission est soumise au pouvoir de contrôle de deux délégués nommés par le Gouvernement l'un sur présentation du membre du Gouvernement, compétent en matière du budget et des finances, l'autre sur présentation du membre du Gouvernement ayant compétence sur les fonds des bâtiments scolaires et les sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires.

Les délégués assistent avec voix consultative aux réunions de la commission et du bureau permanent et peuvent obtenir communication de tout document utile pour leur mission.

Chacun des délégués dispose d'un délai de quatre jours francs pour prendre un recours motivé contre toute décision de la commission qu'il estime contraire à la législation, aux procédures administratives en vigueur au sein des trois fonds des bâtiments scolaires, aux dispositions du présent décret ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif.

Le délai de quatre jours court à partir du jour où la décision de la commission a été prise sauf si le délégué concerné n'a pas été régulièrement convoqué conformément au règlement d'ordre intérieur de la commission, auquel cas, le délai court à partir du jour où la décision lui a été notifiée.

Chaque délégué exerce son recours auprès du membre du Gouvernement qu'il représente selon des modalités fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut annuler la décision de la commission dans un délai de trente jours commençant le même jour que le délai prévu au troisième alinéa.

La décision d'annulation est notifiée à la commission.

§ 2. Les délégués du Gouvernement peuvent bénéficier du remboursement de leur frais de déplacement et d'une indemnité de séjour conformément aux dispositions prévues à l'article 10, § 4, du présent décret. Ces frais sont à charge du budget du ministère ayant la gestion de l'enseignement dans ses attributions.

Art. 13. Un bâtiment ou partie de bâtiment ayant bénéficié de l'intervention du programme d'urgence doit être affecté à un usage scolaire pendant une période de vingt ans prenant cours à partir de l'octroi de la subvention visée à l'article 8.

S'il est fait recourt à l'intervention du Fonds communautaire de garantie pour couvrir le solde du montant de l'investissement, la période d'affectation prévue à l'alinéa premier du présent paragraphe doit excéder d'au moins vingt ans la durée de remboursement de l'emprunt contracté.

§ 2. En cas d'affectation à un usage autre que scolaire, en cas de vente ou de cession du droit réel garantissant au pouvoir organisateur la jouissance du bâtiment, ou partie de bâtiment ayant bénéficié de l'intervention du programme d'urgence pendant la période de 20 ans prenant cours à partir de l'octroi de la subvention visée à l'article 8, la Communauté peut se faire rembourser de son intervention financière.

En cas d'aliénation, au-delà de cette période, le remboursement auquel peut prétendre la Communauté française est réduit de 5 p.c. par année supplémentaire, au-delà de ladite période.

Pour se faire rembourser des montants prévus à l'alinéa 1er ou à l'alinéa 2, la Communauté française peut avoir recours aux opérations suivantes dans l'ordre où elles sont indiquées :

- 1° prélèvements sur les subventions de fonctionnement dues à l'établissement scolaire qui occupe l'immeuble;
- 2° prélèvements sur les subventions de fonctionnement dues aux autres établissements scolaires relevant du même pouvoir organisateur;

3° recouvrement par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines sur le patrimoine du pouvoir organisateur ou la société publique d'administration des bâtiments scolaires concernée.

Les dispositions des alinéas 1er et 2 ne s'appliquent pas en cas de cession du droit réel garantissant au pouvoir organisateur la jouissance du bâtiment, ou partie de bâtiment, à un autre pouvoir organisateur qui continue à l'affecter à un usage scolaire.

§ 3. En cas d'aliénation d'un bâtiment ayant bénéficié de l'intervention du programme d'urgence, tout pouvoir organisateur, quel que soit le réseau auquel il appartient, ou la société publique d'administration des bâtiments scolaires concernée peut acquérir ledit bâtiment, soit à la valeur fixée par les parties, soit par préemption au prix offert par un tiers acquéreur, soit au maximum à la valeur fixée par le Comité d'acquisition ou le receveur d'enregistrement. Cette possibilité ne peut s'exercer que pour maintenir une affectation scolaire au bâtiment aliéné.

§ 4. Si dans une période de 3 mois, aucun pouvoir organisateur, quel que soit le réseau auquel il appartient, ou la société publique d'administration des bâtiments scolaires concernée ne s'est porté acquéreur du bâtiment concerné, le propriétaire du bien peut le céder au plus offrant.

Art. 14. Le contrôle de l'affectation des moyens octroyés à un pouvoir organisateur en application du présent décret est exercé au nom du Gouvernement par les commissaires désignés auprès des sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires selon les modalités que le Gouvernement arrête.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 24 juin 1996

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Éducation, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
du Sport et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de la Culture et de l'Éducation permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 1848

[S - C - 29233]

24 JUNI 1996. — Decreet betreffende het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd basisonderwijs en secundair onderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit decreet regelt de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap inzake onroerende goederen in het raam van een noodprogramma ten gunste van de schoolgebouwen van het basisonderwijs en secundair onderwijs dat de Gemeenschap organiseert of subsidieert.

Art. 2. Enkel de werken die aan de fysieke en financiële normen van het decreet dd. 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd niet-universitair onderwijs, worden in aanmerking genomen voor de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap.

Art. 3. De Regering brengt jaarlijks verslag uit aan de Raad van de Franse Gemeenschap, vóór 31 maart, over de aanwending in de loop van het voorbije dienstjaar van de aan het noodprogramma verleende begrotingsmiddelen.

HOOFDSTUK II. — Noodprogramma

Art. 4. Het noodprogramma heeft als doel :

1° de toestanden te verhelpen die - zonder toepassing van artikel 24, § 2, 6e lid van de wet dd. 29 mei 1959 - zorgwekkend zijn vanuit het standpunt van de veiligheid en/of gezondheid en een snelle reactie nodig maken wegens de verslechtering of de verouderde staat of de ongeschikte aard van de infrastructuur;

2° bij voorrang aan de specifieke behoeften tegemoet te komen van de schoolgebouwen die kinderen opnemen met sociaal-culturele hinderruissen;

3° bij voorrang de schoolgebouwen te helpen die binnen hun net klaarblijkelijk lijden onder een gebrek aan geldmiddelen van hun inrichtende macht.

Art. 5. Elk jaar maakt de Regering een lijst op van de schoolgebouwen die kunnen worden opgenomen in het noodprogramma op grond van de criteria bepaald in artikel 6.

(1) Zitting 1995-1996

Documenten van de Raad - Nr. 87 - nr. 1 : ontwerp van decreet; nr. 2 : erratum; nr. 3 t/m 9 en 11 : amendementen; nr. 10 : Verslag.

Integraal Verslag - Bespreking en aanneming : vergadering van 18 juni 1996.

HOOFDSTUK III. — *Toegangs criteria tot het noodprogramma*

Art. 6. De toegangs criteria tot het noodprogramma worden door de Regering vastgesteld op voorstellen van de Algemene Raad voor het secundair onderwijs, de Hoge Raad voor het Basisonderwijs en de Hoge Raad voor het Buitengewoon Onderwijs, elk wat hem betreft; bedoelde voorstellen worden gedaan samen met de deskundigencommissie krachtens het besluit van de Regering dd. 8 januari 1993 genomen ter uitvoering van bovenvermeld decreet dd. 5 februari 1990.

Een inrichtende macht of een openbare bestuursmaatschappij voor schoolgebouwen mag enkel een beroep doen op een financiële tegemoetkoming van het noodprogramma voor een onroerend goed waarvan ze eigenaar is of waarop ze een reëel recht heeft dat haar het genot van het goed voor minstens dertig jaar garandeert en voor werken die aan de subsidiëringvoorwaarden voldoen van het Fonds voor Schoolgebouwen waaronder ze ressorteert.

HOOFDSTUK IV. — *Geldmiddelen*

Art. 7. De Regering bepaalt het globaal bedrag van de kredieten voor het noodprogramma op de begrotingsjaren 1996, 1997 en 1998.

Deze kredieten worden uitgetrokken op een specifiek programma van de begroting van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK V. — *De financiële tegemoetkoming*

Art. 8. De financiële tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap ten laste van het noodprogramma wordt vastgesteld op :

- 1° 70 % van het bedrag van de investering in de inrichtingen voor basisonderwijs;
- 2° 60 % van het bedrag van de investering in de inrichtingen voor secundair onderwijs.

Het saldo van het bedrag der werken komt ten laste van de inrichtende macht of de openbare beheersvennootschap voor schoolgebouwen en wordt bij voorrang afgenomen op de gelden van de schoolgebouwen waaronder ze ressorteert.

Het bedrag van de financiële tegemoetkoming, zoals bepaald in lid 1, kan per schoolinrichting worden beperkt. In dit geval is dit bedrag gelijk voor alle inrichtingen.

HOOFDSTUK VI. — *Werkwijzen*

Art. 9. De Regering richt een netoverkoepelende commissie op, hierna genoemd de commissie.

De commissie heeft als taken :

- 1° de geldmiddelen van het noodprogramma te verdelen overeenkomstig de in de hoofdstukken I t/m V bevatte bepalingen;
- 2° te zorgen voor de goede gang van de dossiers bij de diensten die de gelden beheren voor de schoolgebouwen waaronder ze ressorteren;
- 3° op eigen initiatief of op vraag van de Regering adviezen uit te brengen over elk vraagstuk omtrent de inhoud en het tot standbrengen van het noodprogramma.

Art. 10. § 1. De commissie bestaat uit twaalf door de Regering benoemde leden. Hun mandaat is onbezoldigd en duurt drie jaar.

Ze omvat :

- 1° zes leden die de inrichtende machten van het niet-confessioneel onderwijs vertegenwoordigen;
- 2° zes leden die de inrichtende machten van het confessioneel onderwijs vertegenwoordigen.

§ 2. De commissie kiest onder haar leden een voorzitter en een ondervoorzitter.

De mandaten van voorzitter en ondervoorzitter worden beurtelings aan een van de in § 1 bovenbedoelde groepen toegekend voor een niet hernieuwbare duur van achttien maanden.

§ 3. In de commissie wordt een vast bestuur opgericht dat belast is met het voorbereiden en de follow-up van de dossiers.

Het vast bestuur bestaat uit de voorzitter, de ondervoorzitter en twee leden die zo worden gekozen dat elke in § 1 bedoelde groep door twee leden wordt vertegenwoordigd.

§ 4. De commissie stelt haar huishoudelijk reglement op dat de datum en het aantal van de vergaderingen en de reis- en verblijfsvergoedingen van haar leden bepaalt.

Deze kosten vallen ten laste van de begroting van het ministerie waaronder het beheer van het onderwijs ressorteert.

Deze regeling wordt door de Regering van de Franse Gemeenschap goedgekeurd.

§ 5. De Regering mag om voor de goede gang van het secretariaat te zorgen, personeelsleden van haar diensten alsmede van het Communautair Waarborgfonds voor de Schoolgebouwen ter beschikking van bedoelde commissie stellen.

Art. 11. Voor het beheer van de dossiers die onder het noodprogramma ressorteren, zorgen de diensten die de schoolgebouwen beheren, waarvan de inrichtende macht of de betrokken openbare bestuursmaatschappij voor de schoolgebouwen afhangen.

HOOFDSTUK VII. — *Controle en toezicht*

Art. 12. § 1. De commissie wordt onderworpen aan de controle macht van twee door de Regering benoemde afgevaardigden, de een op de voordracht van het lid van de Regering, bevoegd inzake begroting en financiën, de andere op de voordracht van het lid van de Regering dat bevoegd is voor de fondsen voor schoolgebouwen en de openbare bestuursmaatschappijen voor de schoolgebouwen.

De afgevaardigden wonen met raadgevende stem de vergaderingen van de commissie en van het vast bestuur bij en mogen kennis hebben van elk voor hun opdracht nuttig document.

Iedere afgevaardigde beschikt over een termijn van vier volle dagen om een met redenen omkleed beroep aan te tekenen tegen elke beslissing van de commissie die hij in strijd acht met de wetgeving, met de geldende administratieve werkwijzen in de drie fondsen voor schoolgebouwen, met de bepalingen van dit decreet of met het algemeen belang. Het beroep is opschortend.

De termijn van vier dagen loopt vanaf de dag waarop de beslissing van de commissie werd genomen, behoudens indien de betrokken afgevaardigde niet overeenkomstig het huishoudelijk reglement werd opgeroepen; in dat geval loopt de termijn vanaf de dag waarop de beslissing hem werd bekendgemaakt.

Elke afgevaardigde tekent beroep aan bij het Regeringslid dat hij volgens door de Regering vastgelegde voorwaarden vertegenwoordigt.

De Regering mag de beslissing van de Commissie nietig maken in een termijn van dertig dagen die begint op dezelfde dag als de in lid 3 bepaalde termijn.

De beslissing tot vernietiging wordt aan de commissie medegedeeld.

§ 2. De Regeringsafgevaardigden mogen de terugbetaling van hun reiskosten en een verblijfsvergoeding genieten overeenkomstig de in artikel 10, § 4 vastgestelde bepalingen. Deze kosten vallen ten laste van de begroting van het ministerie dat bevoegd is voor het beheer van het onderwijs.

Art. 13. Een gebouw of deel van gebouwen dat een tegemoetkoming genoot van het noodprogramma, moet bestemd worden voor schoolgebruik gedurende een periode van twintig jaar die loopt vanaf het ogenblik dat de in artikel 8 bedoelde toelage wordt verleend.

Indien een beroep op de tegemoetkoming van het communautair Waarborgfonds wordt gedaan om het saldo van het investeringsbedrag te dekken, moet de in lid 1 van deze paragraaf bepaalde bestemmingsperiode minstens twintig jaar de terugbetalingsduur van de aangevane lering overschrijden.

§ 2. In geval van andere aanwending dan schoolgebruik, in geval van verkoop of afstand van het zakelijk recht dat aan de inrichtende macht het genot waarborgt van het gebouw of van een deel van het gebouw waarvoor een tegemoetkoming van het noodprogramma werd gevraagd gedurende de periode van twintig jaar die bij de toekenning van de in artikel 8 bedoelde toelage ingaat, mag de Gemeenschap de terugbetaling van haar financiële tegemoetkoming vorderen.

In geval van vervreemding na die periode wordt de terugbetaling waarop de Gemeenschap aanspraak kan maken, met 5 % verminderd per bijkomend jaar boven bedoelde periode.

Om de terugbetaling van de in lid 1 of lid 2 bepaalde bedragen te bekomen mag de Franse Gemeenschap een beroep doen op de volgende verrichtingen in de volgorde waarin ze worden aangegeven :

- 1° afhoudingen op de werkingstoelagen, verschuldigd aan de schoolinrichting die het gebouw bezet;
- 2° afhoudingen op de werkingstoelagen verschuldigd aan de andere inrichtingen die onder dezelfde inrichtende macht ressorteren;
- 3° invordering door het Bestuur der Registratie en Domeinen op het patrimonium van de inrichtende macht of de betrokken openbare bestuursmaatschappij voor schoolgebouwen.

De bepalingen van lid 1 en lid 2 zijn niet van toepassing in geval van afstand van het zakelijk recht dat de inrichtende macht het genot van het gebouw of van een deel van het gebouw waarborgt, aan een andere inrichtende macht die het gebouw voor schoolgebruik blijft bestemmen.

§ 3. In geval van afstand van een gebouw dat het voordeel genoot van een tegemoetkoming van het noodprogramma, mag elke inrichtende macht, wat het net ook moge zijn waartoe ze behoort, of de openbare bestuursmaatschappij voor schoolgebouwen bedoeld gebouw verwerven, ofwel door voorkoop tegen de door een derde verkrijger aangeboden prijs, ofwel ten hoogste tegen de door het Aankoopscmité of de ontvanger der registratie vastgestelde waarde. Deze mogelijkheid mag slechts worden uitgeoefend om het schoolgebruik van het vervreemde gebouw te bewaren.

§ 4. Indien in een periode van drie maanden geen inrichtende macht, wat het net ook moge zijn waartoe ze behoort, of de betrokken openbare beheersmaatschappij voor schoolgebouwen, kandidaat is voor de aankoop van het betrokken gebouw, mag de eigenaar van het goed dit laatste afstaan aan de hoogste biedende.

Art. 14. Het toezicht over de bestemming van de middelen die aan een inrichtende macht worden toegekend bij toepassing van dit decreet, wordt namens de Regering uitgeoefend door commissarissen die, overeenkomstig de door de Regering vastgelegde voorwaarden, bij de openbare bestuursmaatschappij voor schoolgebouwen worden aangesteld.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 24 juni 1996.

De Minister-Voorzitter,
belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Cultuur en Volwassenenschooling,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE